

# L'Année en revue 2000–2001

## Mobiliser la Société civile africaine pour un Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique un message de la Présidente de Partenariat Afrique Canada

Des Chefs d'Etat africains ont lancé à Abuja en octobre 2001 le *Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique*. Le *Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique* traite de l'avenir de l'Afrique — de nos économies, de nos sociétés et de nos relations avec le monde extérieur. Cependant, ce document important a été élaboré sans l'implication de la société civile africaine. Je suis convaincue que nous devons réagir à cela, et dans les plus brefs délais. Alors, je vous invite à vous joindre à d'autres acteurs de la société civile africaine, dans votre pays et ailleurs en Afrique, pour démarrer un dialogue entre nous et avec nos gouvernements respectifs sur les grandes questions dont il est question dans le *Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique*.

Au cours des mois à venir, le *Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique* sera à l'ordre du jour de plusieurs rencontres internationales importantes, où les voix de la société civile africaine devraient se faire clairement entendre. Le prochain sommet du G8, qui aura lieu au Canada en juin 2002, aura à l'ordre du jour une discussion sur l'Afrique, au cours de laquelle les leaders du G8 répondront officiellement au *Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique*. Cette rencontre constitue une importante étape que nous ne pouvons passer sous silence. En juillet 2002, la première assemblée des Chefs d'Etat de l'Union africaine aura lieu en Afrique du Sud, et en septembre 2002, il y aura la Revue finale de l'UN-NADAF (Afrique) au siège de l'ONU à New York.

De quoi s'agit-il? Quelle contribution peut-on faire à cette heure avancée? A mon avis, notre contribution peut porter sur les points suivants:

- Nous devons nous assurer que l'Afrique maîtrise sa vision du développement, c'est-à-dire nous devons reconnaître les liens complexes entre les facteurs économiques, sociaux et écologiques. Il faut comprendre les interdépendances de ces facteurs et s'assurer de la durabilité de l'implication de différents acteurs dans le processus — Etat, société civile, secteur privé, sans oublier l'équilibre homme-femme.



Jacqueline Nkoyok

- Nous devons poser les bases de l'appropriation de son développement, c'est-à-dire prendre des initiatives à partir de ce que l'Afrique possède — les ressources naturelles et humaines — les valoriser et coopérer avec le reste du monde à partir de ses propres acquis.
- Nous devons faire connaître et populariser les valeurs de l'Afrique traditionnelle — la solidarité, le partage, la responsabilité — ce qui donne une autre vision de sa démocratie, une vision de la bonne gouvernance et de la solidarité.

Pour nous, acteurs de la société civile africaine, en collaboration avec la société civile canadienne et des autres pays du G8, nous devons insister sur cette vision afin de contribuer à faire partager cette vision par les pays les plus riches. Voici comment on pourrait procéder.

- Nous devons ressortir une analyse approfondie de cette vision au cours de consultations nationales et sous-régionales.
- Nous devons organiser un dialogue avec les institutions gouvernementales africaines pour la prise en compte de nos préoccupations à travers la Banque Africaine de Développement, la Commission Economique pour l'Afrique et l'Organisation de l'Unité Africaine/Union Africaine.

suite page 2

# La Campaign for Just Mining

*suite de la page 1*

En collaboration avec les organisations de la société civile au Canada et dans les autres pays du G8, nous devons faire un plaidoyer pour que l'Afrique ait une chance de planifier son développement avec ses peuples. Pour que cela soit possible il faut:

- Alléger le poids de la dette et surtout le harcèlement des institutions de Bretton Woods.
- Faire pratiquer la bonne gestion en impliquant la société civile dans les négociations des emprunts, la gestion des aides et le contrôle des dépenses publiques (observatoire de la participation).
- Poser les bases de la participation des peuples à la planification du développement, et à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes.
- Revendiquer un environnement international porteur au niveau de l'ONU, de l'OMC, des gouvernements et des multinationales.

Tout cela étant des domaines complexes, nous devons passer par des rencontres et des réflexions. Mais, nous devons aussi donner le plus largement possible des informations sur les problèmes épineux de l'Afrique aux jeunes des pays africains — les leaders de demain — et aux jeunes des pays membres du G8. Nous devons leur donner la possibilité de s'exprimer au sujet des problèmes africains et des relations internationales pour un monde plus juste et démocratique.

Je propose qu'on relève le défi, qu'on se mobilise au niveau national et international et qu'on essaie de se faire écouter au plus hauts niveaux. Travaillons ensemble et organisons des activités dans nos pays respectifs. Dialoguons avec nos gouvernements et avec nos amis au Nord, qui feront un plaidoyer auprès de leurs gouvernements respectifs. Nous espérons que vous allez pouvoir répondre à cette appel à la mobilisation.

Jacqueline Nkoyok  
Secrétaire Exécutive, CONGAC, Cameroun  
Présidente de Partenariat Afrique Canada



*Abu Brima*

## La tête hors de l'eau

Le 12 janvier 2000, le Network Movement for Justice and Development (NMJD) démarrait en Sierra Leone la Campaign for Just Mining, avec le lancement à Freetown d'une étude de Partenariat Afrique Canada sur le commerce des diamants en Sierra Leone, intitulée *Le cœur du*

*problème — La Sierra Leone, les diamants et la sécurité humaine*. Un groupe de travail sous l'égide du Civil Society Movement of Sierra Leone (CSM-SL) a mené la campagne partout au pays, dans toutes les provinces, les districts et, bientôt, les chefferies. Avant tout, cette campagne a facilité la mise sur pied de coalitions à tous les échelons de la société civile, au-delà des lignes de démarcation traditionnelles, et a su assurer la mobilisation du grand public. Pour une fois, la société civile de la Sierra Leone a un projet, un engagement à long terme des plus stimulants et dont les résultats seront des plus profitables. Les organisations de la société civile ont gagné beaucoup en pertinence en intervenant dans ce domaine; pour la première fois, la question des diamants relève du domaine public en Sierra Leone et l'on peut en parler sans avoir peur.

La Campaign for Just Mining a été lancée dans le contexte des violations flagrantes des cessez-le-feu par le Front révolutionnaire uni (RUF), du soutien direct et arrogant au RUF de la part du gouvernement libérien de Charles Taylor, de la règle des deux poids deux mesures appliquée par certains chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la faiblesse des forces de maintien de la paix de l'ONU et d'un manque de confiance généralisé de la population envers le processus de paix. À cette époque, les gens ne réalisaient pas qu'« ils étaient en train de frire dans leur propre huile », c'est-à-dire que leurs diamants servaient de carburant à la guerre qui avait causé tant de morts, de souffrances et de destruction au cours des 11 dernières années.

Dans le but de faire l'impossible pour mettre fin aux conflits reliés aux diamants en Sierra Leone et partout ailleurs, la bataille a été menée en étroite collaboration avec Partenariat Afrique Canada, l'International Peace Information Service (Anvers) ainsi que de nombreux autres organismes et particuliers intéressés et engagés. La Campaign for Just Mining emprunte les voies de la sensibilisation et de l'éducation, de la recherche et de la documentation, de l'analyse des politiques et des débats, des consultations et des rencontres, des ateliers et des séminaires, de la mobilisation

et de la coordination, du réseautage en collaboration, de la publicité dans les médias écrits et électroniques, ainsi que des pressions politiques, et des communiqués et déclarations à la presse. On a mené la campagne sur tous les fronts — communautaire(local), national, sous-régional ainsi qu'international — s'assurant que tous les intervenants et les acteurs soient identifiés et que leurs rôles soient analysés, et qu'on prenne les mesures pour traiter avec eux.

Après de nombreuses rencontres, consultations et conférences tenues avec les institutions gouvernementales ou les organismes chargés du secteur des mines, tels que le ministère des Mines et des Ressources minières, le Gold and Diamond Office du gouvernement et d'autres, les fonctionnaires ont fini par reconnaître et accepter, après avoir subi d'énormes pressions, le rôle important que joue la Campaign for Just Mining. On a fourni une formation conjointe et de l'équipement aux agents de surveillance des mines, le gouvernement a approuvé le fonds de développement communautaire et a commencé à le répartir (0,75 % des 3 % de taxes que prélève le gouvernement sur les ventes de diamants) entre les collectivités minières (environ 85 000 \$ US ont été distribués en 2001), et le gouvernement a accepté de modifier les politiques et pratiques relatives aux mines grâce aux revendications de la Campaign for Just Mining, qui a présenté récemment une série de recommandations au ministère des Mines sur la réforme du secteur minier. Jamais auparavant le gouvernement n'avait eu de relations de collaboration si étroites avec la société civile sur une question délicate comme celle-là. Une page de l'histoire s'écrit.

### Les diamants et le processus de paix

En mai 2000, lorsque la population de la Sierra Leone a été mise au courant que le problème des diamants était le principal obstacle au processus de paix, la société civile, en collaboration avec le Parlement, a démontré la responsabilité du RUF, ce qui a mené à l'arrestation de Foday Sankoh, le dirigeant du RUF, et d'un grand nombre de ses commandants. Cela a eu pour effet de mettre au jour d'autres vérités sur la question des diamants et de rallier énergiquement la communauté internationale derrière la Sierra Leone, ce qui a engendré un renforcement de la force de maintien de la paix des Nations Unies, un regain d'énergie de la part du gouvernement britannique et un engagement plus poussé de la communauté internationale. L'accord de paix d'Abuja ainsi que les diverses réunions tripartites qui ont finalement donné lieu à l'achèvement du désarmement sont le résultat de la détermination des gens après la manifestation du 8 mai à Freetown ainsi que de leur confiance accrue dans le processus de paix.

À mesure que s'ouvrait la voie de la paix, la scène politique est devenue plus prometteuse puisque d'autres partis politiques se sont inscrits. On a tenu une conférence consultative nationale intitulée « Peace and Democracy in Sierra Leone — the way forward », qui a jeté les bases du cadre de gouvernance du pays, avec des élections prévues pour mai 2002.

Il faut reconnaître que beaucoup de progrès ont été réalisés au cours des deux années de la campagne, mais les difficultés auxquelles on a dû faire face et les leçons qu'on a tirées laissent présager des défis de taille en matière de surveillance, de gestion et de commerce de diamants dans leurs rapports directs avec la paix, la gouvernance, la sécurité et la stabilité. Voici certains défis à relever en cours de route :

- Il faut modifier radicalement les politiques minières de la Sierra Leone afin qu'elles respectent la propriété locale et autochtone, au moyen de la révision des baux, de la prise de décision participative et dépolitisée, de la responsabilité des entreprises, des plans d'enrichissement des collectivités et des mineurs, de la coopération des ministères compétents clés tels que les ministères des Mines et des Ressources minières, de l'Environnement, de l'Agriculture et de la Foresterie, de l'application de l'*Environmental Protection Act* et d'une collaboration efficace entre le gouvernement et la société civile en ce qui concerne cette question.
- La Campaign for Just Mining doit être elle-même mieux enracinée dans les chefferies et les collectivités, de façon à aider davantage la population à comprendre les politiques et les lois, à adresser des demandes, à négocier en position de force, à exercer des pressions et à défendre ses droits. En d'autres mots, il faut que la Campaign for Just Mining établisse un programme national des collectivités minières. Le soutien des partenaires est un facteur décisif, et une diminution du soutien à cette étape équivaldrait à abandonner le travail à mi-parcours.
- Une coalition des groupes de la société civile au niveau régional serait un facteur important du maintien et de la surveillance de ces enjeux. Comme on le sait déjà, de nombreux dirigeants de pays de la CEDEAO avaient des conflits d'intérêt en ce qui a trait à la guerre en Sierra Leone. Sans une force ou un pouvoir compensateur à l'échelon régional, il devient impossible d'exercer des pressions, de défendre les droits ou de faire avancer les causes. Nous serions arrivés beaucoup plus rapidement là où nous sommes si nous avions pu compter sur un groupe organisé de la société civile au niveau régional.
- Le Conseil de sécurité de l'ONU doit être amené à superviser et à surveiller le rôle et le travail des regroupements régionaux. Il faut imposer des sanctions et des mesures punitives aux États ou aux chefs d'État qui

menacent la sécurité, la paix et la bonne gouvernance de leurs voisins, que ce soit directement ou indirectement, p.ex. en ayant recours à des mercenaires, par l'extraction ou le commerce des minerais, etc., comme dans le cas du Libéria, du Burkina Faso et d'autres pays.

- L'ampleur de la destruction qu'ont connue la Sierra Leone, le Libéria et la Guinée n'a été rendue possible que par le biais du soutien et de la collaboration de personnes, de sociétés, d'organismes et de pays impliqués dans le commerce des armes et des diamants. La Sierra Leone et sa population doivent être indemnisés par ces pays qui ont permis à leurs habitants et à leurs sociétés de commettre de tels actes de terreur. La communauté internationale ne devrait pas les laisser s'en tirer impunément. Il est clair que les bénéfices tirés des diamants de la Sierra Leone ont été utilisés par les terroristes.
- Il est devenu évident que ce n'est que lorsqu'on s'est attaqué au problème des diamants qu'un règlement du conflit s'est avéré possible. Les ressources sont le nerf de la guerre et les diamants l'ont prouvé sans aucun doute en Sierra Leone, en Angola, au Libéria et au Congo. Une protection appropriée de ses minerais — de leur extraction, de leur commerce et de leur traitement — est essentielle au développement de la Sierra Leone. Ce cas mérite l'attention du Conseil de sécurité des Nations Unies.
- Le Processus de Kimberley tire à sa fin et déjà, nous, les ONG, nous sommes montrées préoccupées de savoir jusqu'à quel point les décisions peuvent être contraignantes pour tous, si une surveillance efficace peut être mise en œuvre et si les contrevenants seront punis sans délai. Les Nations Unies ne doivent pas se traîner les pieds dans ce dossier puisque la survie, la sécurité et la gouvernance d'un pays en dépendent. J'ai confiance que les pays puissants ont tiré suffisamment de leçons pour être en mesure de voir à long terme et de prendre des décisions pour le bien-être de tous, particulièrement des pays producteurs de minerais appauvris comme la Sierra Leone.

En conclusion, j'aimerais ajouter que pour le moment, la société civile est la clé de la paix, de la sécurité, de la démocratie et de la gouvernance en Sierra Leone. Leur renforcement par des programmes concrets comme la Campaign for Just Mining est déterminant pour jeter les bases d'un développement à long terme.

Abu A. Brima, Coordonnateur National  
Network Movement for Justice and Development (NMJD),  
Sierra Leone  
[www.nmjd.f2s.com](http://www.nmjd.f2s.com)

*Ce programme est appuyé par Partenariat Afrique Canada avec le soutien de l'Agence canadienne de développement international*

## Processus de Kimberley

Le Processus de Kimberley est une série de réunions intergouvernementales initiée par le Gouvernement de l'Afrique du Sud en mai 2000 dans le but de régler le problème des diamants de guerre. Le processus implique des pays producteurs et importateurs, l'industrie du diamant et certaines ONG. L'Assemblée Générale de l'ONU a demandé en décembre 2000 au Processus de Kimberley d'établir un mécanisme de certification international des diamants bruts.

Partenariat Afrique Canada a été invité à se joindre au processus dès le début et a fait une contribution importante aux discussions. En même temps, PAC et d'autres ONG ont critiqué le rythme lent des discussions et le manque de volonté de certains gouvernements de suivre le processus à son terme logique et nécessaire. Certains observateurs, néanmoins, soulignent le fait qu'ils n'ont jamais vu une industrie se modifier autant en si peu de temps. On s'attend à ce que le Processus de Kimberley complète son travail en début de 2002.

Vous trouverez des informations supplémentaires sur le Processus de Kimberley sur notre site web, surtout dans le bulletin Autres Facettes et dans la section Ressources.

## Sierra Leone Web

Le Sierra Leone Web ([www.sierra-leone.org](http://www.sierra-leone.org)) est devenu une source d'information indispensable sur les multiples visages de la Sierra Leone pour des gens en Sierra Leone et à travers le monde. Les journalistes, les décideurs, les politiciens, les ONG et les individus comptent sur ses nouvelles fiables pour comprendre et pour suivre ce qui se passe quotidiennement en Sierra Leone. Pendant le conflit en Sierra Leone, les combattants de chaque côté l'ont considéré une source d'information objective. Beaucoup de personnes le considèrent comme étant un outil unique pour la paix et le développement. Partenariat Afrique Canada a pu appuyer le Sierra Leone Web grâce au soutien de l'Agence canadienne de développement international.

# État des Revenus et Dépenses — 2000 – 2001

Exercice terminé le 31 mars, 2001

Revenus	2001	2000	Dépenses	2001	2000
Agence canadienne de développement international	205 414 \$	283 275 \$	Programmes	126 000 \$	142 015 \$
Ministère des Affaires Étrangères	58 730	31 740	Initiatives spéciales	10 625	37 376
Department for International Development (RU)	13 466	—	Projets spéciaux	217 052	185 938
Fondation MacArthur	8 203	—		<hr/>	<hr/>
Intérêts	2 263	2 614		353 677 \$	365 329 \$
Frais d'adhésion — membres	950	1 600	Excédent des Dépenses sur des Revenus	(1 373 \$)	—
Organismes non-gouvernementaux canadiens	61 935	44 867			
Autres	1 343	1 233			
Total	<hr/> 352 304 \$	<hr/> 365 329 \$			

*La version intégrale du Rapport des Vérificateurs McIntyre et McLarty est disponible auprès de Partenariat Afrique Canada*

## Conseil d'administration 2000 – 2001

### Membres africains

Jacqueline Nkoyok, Cameroun, Présidente

Adam Diaou, Mali

John Mwaniki, Zimbabwe

Pasteur Louis Roger N'Tambwe, Congo

Ibrahim Ouédraogo, Côte d'Ivoire

### Membres canadiens

Hon Flora MacDonald, Vice-Présidente

David Onyalo, Secrétaire-Trésorier

Bernard Foucher

Christiane Pelchat

## Couleurs d'Afrique

Partenariat Afrique Canada s'est joint à plusieurs ONG de la région d'Ottawa pour créer un festival annuel de cinéma africain, qui a lieu chaque avril à Ottawa. Le festival présente une sélection de films long-métrage récents de l'Afrique, dont certains ont gagné des prix, et occupe une place importante dans l'espace culturelle de la capitale. Le festival est organisé en collaboration avec Vues d'Afrique, Montréal.

Le festival Couleurs d'Afrique vise à fournir aux auditoires l'occasion de mieux comprendre la vie et l'art contemporaine africaines. Le cinéma est un moyen excellent pour atteindre les gens, surtout quand les films sont faits en Afrique, par des réalisateurs africains et lorsque certains de ces réalisateurs sont présents pendant le festival afin de discuter leur œuvre avec les auditoires et les médias. Des informations sur les festival sont disponibles sur notre site web.

# Bureaux de PAC et Personnel 2000 – 2001

## Afrique

Partenariat Afrique Canada  
BP 60233, Addis Abeba, Ethiopie

Tél: 251-1-650100  
Télé: 251-1-652280

Courriel: pac@telecom.net.et

Engudai Bekele, *Coordonnatrice*

## Canada

Partenariat Afrique Canada  
323 rue Chapel, Ottawa, Ontario K1N 7Z2, Canada

Tél: 1-613-237-6768  
Télé: 1-613-237-6530

Courriel: pac@web.ca

Francisca Alencar Sousa, *Comptable*  
Bernard Taylor, *Directeur général*

## Programme de recherche sur les Diamants et la Sécurité humaine en Afrique

Susan Isaac, *Agente de projet*  
Ian Smillie, *Coordonnateur de la recherche*  
Lansana Gberie, *Chercheur*  
Ralph Hazleton, *Chercheur*

Visiter le site web de PAC à:

[www.partenariatafriquecanada.org](http://www.partenariatafriquecanada.org)

Voir dans la section Ressources des rapports et des documents récents de diverses sources sur des questions touchant l'Afrique.

## Remerciements

PAC œuvre étroitement avec beaucoup d'organisations et d'individus en Afrique, au Canada et à travers le monde. La liste qui suit comprend les organisations et les institutions avec lesquelles PAC a collaboré étroitement en 2000-2001.

Organisations africaines et canadiennes membres de PAC  
A-Dialogue (Canada)  
Agence canadienne de développement international  
Amnesty International (Canada)  
Coalition inter-agence sur le Sida et pour le Développement (Canada)  
Comité canadien de coordination pour la Consolidation de la Paix  
Commission Economique pour l'Afrique  
Conseil canadien pour la coopération internationale  
Council of Churches in Sierra Leone  
CRDA (Ethiopie)  
Développement et Paix (Canada)  
Droits et Démocratie (Canada)  
International Peace Information Service (Belgique)  
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada)  
Network Movement for Justice and Development (Sierra Leone)  
Somali-Canadian Institute for Research and Development (Canada)  
Sudan Inter-Agency Reference Group (Canada)

PAC reçoit des financements de la part de plusieurs organisations gouvernementales et non-gouvernementales, ce dont il est très reconnaissant. Ceux qui ont appuyé des programmes de PAC en 2000-2001 comprennent:

Organisations africaines et canadiennes membres de PAC  
Aga Khan Foundation  
Agence canadienne de développement international  
Centre canadien d'étude et de coopération internationale  
Centre de recherches pour le développement international  
CUSO  
Department for International Development (RU)  
Fonds de justice sociale des Travailleurs canadiens de l'automobile  
Inter Pares  
John D and Catherine T MacArthur Foundation — Programme on Global Security and Sustainability (EU)  
Mershon Centre, Ohio S.U.  
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada)  
Oxfam Canada  
Oxfam GB  
Simons Foundation  
Terre Sans Frontières

